



100MAD / 11€ / 12\$

Septembre 2026 - N°173

RESAGRO

Le mensuel des décideurs

**AGROALIMENTAIRE
SIEMA 2026**

L'AGROALIMENTAIRE CHANGE D'ÉCHELLE

**AGRICULTURE
SUGARBEET EXPO & POTATOEUROPE 2026:
CE QUE SPRINGE DIT DE LA BETTERAVE ET DE LA POMME
DE TERRE AU MAROC**

LE MAROC IRRIGUE SES PRIMEURS AVEC L'EAU DE MER

**ECONOMIE
LA MÉGA ROUTE TIZNIT-DAKHLA :
NOUVEL ITINÉRAIRE STRATÉGIQUE POUR
L'AGROBUSINESS**



Kéfir

du *Gout* &
des *Bienfaits*



- ✿ Aux levures de Kéfir traditionnelles et aux probiotiques
- ✿ Renforce l'immunité et facilite la digestion
- ✿ Riche en protéines



**DIRECTEUR
DE PUBLICATION**
Alexandre Delalonde

RÉDACTRICE EN CHEF
Amina Benzekri

RÉDACTRICE
Rita Habchi
Rita.habchi@resagro.com

**DIRECTEUR ARTISTIQUE
CHEF DE PROJETS WEB**
Mohcine Belkaid

SERVICE COMMERCIAL
contact@resagro.com
(+212) 529 675 976
(+212) 672 22 76 10
(+212) 672 22 76 58

**CORRESPONDANTE
FRANCOPHONE**
Dominique Pereda
dpereda@resagro.com
pereda.resagro@gmail.com

**CORRESPONDANTE
ANGLOPHONE**
Fanny Poun
fanny@resagro.com

**CORRESPONDANTE
HISPANOPHONE**
Laetitia Saint-Maur
laetitia@resagro.com

**RESPONSABLE
DISTRIBUTION**
Morad Qerqouri



ÉDITO

De l'ambition à la capacité

Le Maroc ne manque pas d'objectifs : 26 millions de visiteurs et 500 000 lits en 2030, avec en parallèle 620 000 tonnes de sucre blanc local et une industrie agroalimentaire toujours plus exportatrice. Les articles de ce mois posent une question plus concrète : avec quels moyens, et à quel rythme ?

La première réponse est matérielle. La voie express Tiznit-Dakhla fait gagner sept à huit heures aux poids lourds, mais elle ne prend tout son sens qu'avec le port

Dakhla Atlantique, attendu en 2029, et la station de dessalement de Bir Anzarane, qui doit irriguer les serres du Sud. À Casablanca, le SIEMA rappelle qu'une PME n'a pas besoin de refaire toute sa ligne : une seule opération automatisée, du dosage à l'étiquetage, peut changer sa productivité. Dans les deux cas, l'infrastructure ne vaut que par ce qu'elle permet de faire passer, produire ou vendre.

La deuxième réponse tient au climat, qui ne prévient plus. À Springe, les professionnels européens de la betterave et de la pomme de terre parlaient de sécheresse, de ravageurs et de génétique, des sujets qui sont aussi les nôtres. La production de betterave de Cosumar a bondi de 74 % malgré le manque d'eau, mais seuls 43 000 hectares sont contractualisés sur les 60 000 visés. La pomme de terre, elle, est passée en quelques années de la sécheresse aux inondations, avec des importations de consommation à un niveau record. La vulnérabilité joue dans les deux sens, et la résilience s'achète en semences certifiées, en mécanisation et en maîtrise de l'eau.

A ce propos, l'eau reste la grande question de l'agriculture marocaine. Après six années de sécheresse, le pays a choisi de ne plus dépendre uniquement de la pluie et des nappes, et de puiser dans la mer. À Chtouka, l'eau dessalée irrigue déjà environ 12 000 hectares de primeurs et permet à des exploitations de continuer à produire et à exporter. Dakhla s'apprête à suivre, et la mégastation de Casablanca est attendue pour février 2027. Mais cette eau coûte cher, et la profession doit se demander à quel prix et au profit de qui. C'est ce que nous vous proposons de découvrir dans notre rubrique Agri, avec les témoignages de producteurs et les derniers chiffres officiels.

La troisième réponse, plus discrète, tient aux compétences. À Marrakech, PURE Life Experiences a montré un luxe désormais jugé à la qualité de la table et du service autant qu'à celle des chambres. Mais, selon une estimation de 2021, 7 % des établissements classés captent près des trois quarts des revenus d'hébergement, et les petits hôtels indépendants peinent à se rénover et à se rendre visibles. L'académie du tourisme annoncée par Accor et Risma dit bien l'enjeu : il ne suffit pas d'ouvrir des lits, il faut former ceux qui y accueilleront.

Un même fil relie ces sujets. Le pays a pris de l'avance sur la carte des grands chantiers, et la valeur se joue maintenant dans l'exécution : relier les petits acteurs (coopératives, PME, hôtels indépendants) aux infrastructures et aux marchés que les grands projets ouvrent. Le Maroc est devenu troisième exportateur mondial de tomates, mais l'Union européenne absorbe encore l'essentiel de ses expéditions. Il a accueilli près de 20 millions de visiteurs en 2025, mais la croissance ralentit à 4,5 % cette année. Chaque fois, la prochaine étape est plus difficile que la précédente.

Bonne lecture.

Compad, agence de communication BP 20028 Hay Essalam C.P - 20203 - Casablanca / Tél. : (+212) 5 29 675 976 / contact@resagro.com / www.resagro.com / RC :185273 - IF: 1109149 / ISSN du périodique 2028 - 0157 / Date d'attribution de l'ISSN juillet 2009 / Dépôt légal : 0008/2009 / Tous droits réservés.

Reproduction interdite sauf accord de l'éditeur.

SOMMAIRE



14

03

ÉDITO

06

PÉRISCOPE

14

ECONOMIE

La méga route Tiznit-Dakhla :
Nouvel itinéraire stratégique pour
l'agrobusiness

24

AGRICULTURE

SugarBeet Expo & PotatoEurope 2026:
Ce que Springe dit de la betterave et de
la pomme de terre au Maroc

Le Maroc irrigue ses primeurs avec
l'eau de mer



24

40

AGROALIMENTAIRE

SIEMA 2026
L'agroalimentaire change d'échelle

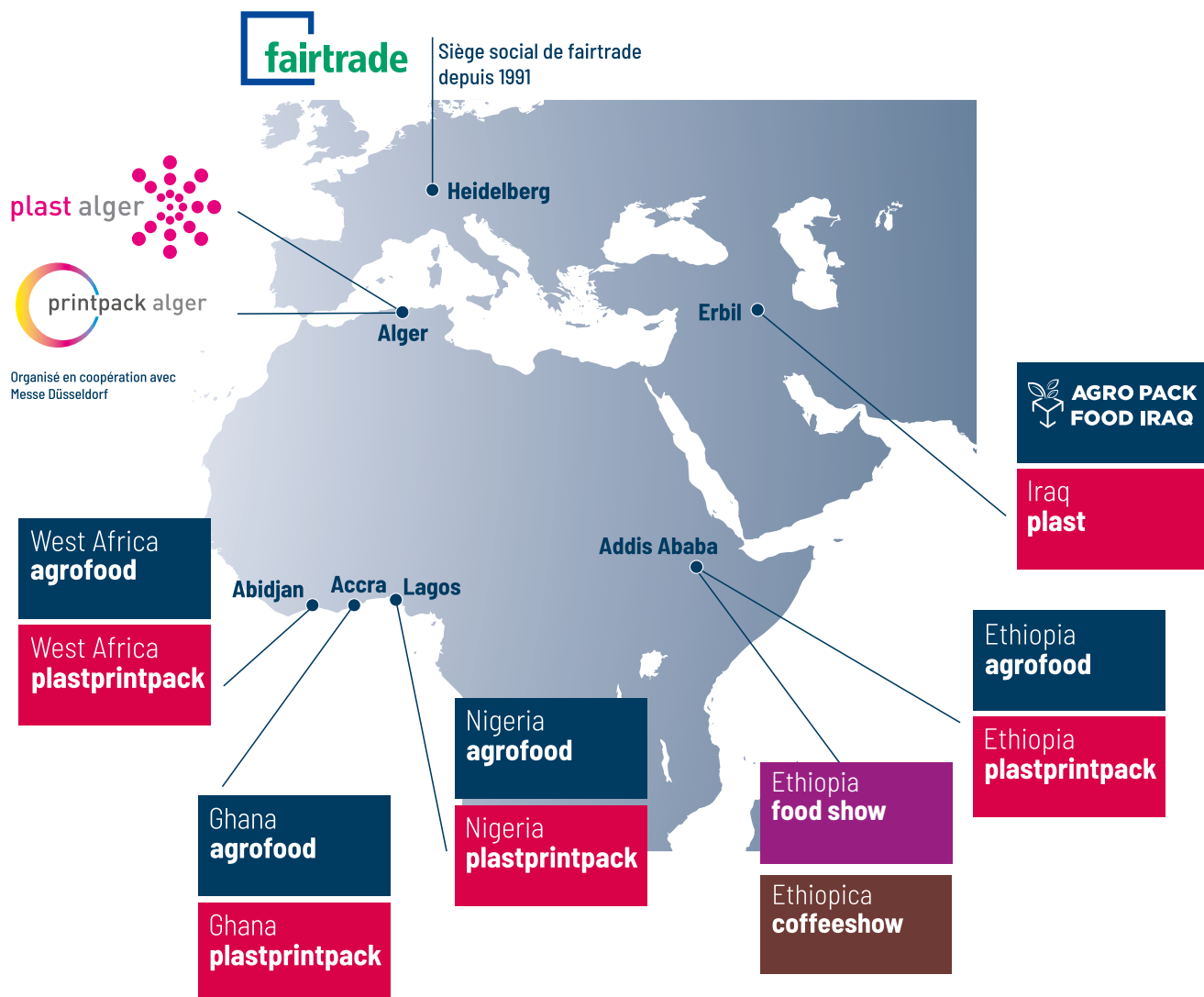


40



32

Développez votre activité - événements à venir !



Algérie	30 mars - 1er avril 2026	Alger www.plastalger.com www.printpackalger.com
Éthiopie	25 - 27 juin 2026	Addis Ababa www.agrofood-ethiopia.com www.ppp-ethiopia.com www.ethiopicacoffee.com www.ethiopiafoodshow.com
Afrique de l'Ouest	08 - 10 oct. 2026	Abidjan, Côte d'Ivoire www.agrofood-westafrica.com www.ppp-westafrica.com
Irak	23 - 26 nov. 2026	Erbil www.iraq-agrofood.com www.ppp-iraq.com

Nigéria	16 - 18 mars 2027	Lagos www.agrofood-nigeria.com
Algérie	27 - 29 avril 2027	Alger www.plastalger.com www.printpackalger.com
Ghana	Oct. 2027	Accra www.agrofood-ghana.com www.ppp-ghana.com



tous les salons



www.fairtrade-messe.de

CAMPAGNE AGRICOLE 2026-2027 : LE RETOUR DE L'EAU OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES AU MAROC

Après plusieurs années de sécheresse, l'agriculture marocaine aborde la campagne 2026-2027 dans un contexte hydrique plus encourageant. Selon les données rapportées par Hespress, les barrages du Royaume disposent de plus de 11,35 milliards de mètres cubes d'eau, pour un taux de remplissage de 66,69 %. Ces réserves pourraient favoriser la relance de l'irrigation et améliorer les conditions de production.

D'après une source proche du ministère de l'Agriculture citée par le média, un tel niveau n'avait plus été observé à l'approche d'une campagne depuis près de dix ans. Le contraste est marqué avec les dernières saisons, dont certaines avaient démarré avec moins de 4 milliards de mètres cubes disponibles.

Pour les exploitants, cette amélioration offre davantage de visibilité après des années de restrictions. Dans les grands périmètres du Doukkala, du Haouz et du Tadla, elle pourrait permettre un rétablissement progressif de l'irrigation. Le retour à une activité comparable à celle d'avant les limitations dépendra toutefois aussi de la remise en état des équipements et des réseaux fragilisés par la sécheresse.

La diversification des sources d'approvisionnement devrait également soutenir cette reprise. Selon les éléments rapportés, les conduites destinées à acheminer vers Marrakech l'eau potable issue de la station de dessalement de Jorf Lasfar devraient contribuer à soulager les ressources superficielles. L'enjeu est de réduire la pression simultanée des besoins urbains et agricoles sur les mêmes réserves.

Plusieurs productions arboricoles pourraient bénéficier de ces conditions, notamment les agrumes, les olives, les grenades et les pommes. Une meilleure disponibilité de l'eau, conjuguée aux précipitations et aux apports neigeux, laisse espérer une amélioration des rendements et de



la qualité des récoltes. Une hausse des volumes renforcerait également l'approvisionnement du marché intérieur.

La source citée estime que les réserves actuelles pourraient contribuer à couvrir les besoins agricoles sur une période allant jusqu'à trois ans, à condition que les prochaines années enregistrent une pluviométrie moyenne. Cette perspective reste donc tributaire de l'évolution des précipitations.

L'embellie hydrique ne lève cependant pas toutes les contraintes. Les dépenses d'énergie, d'engrais et d'autres intrants continuent de peser sur les exploitations. Les tensions géopolitiques et les perturbations logistiques internationales sont également susceptibles d'influencer les prix des céréales, du maïs et du soja, avec des répercussions sur les coûts de production et de transport.

À ces difficultés s'ajoute la disponibilité insuffisante de main-d'œuvre saisonnière, particulièrement sensible pendant les récoltes.

Le Maroc dispose ainsi d'un atout majeur pour préparer sa prochaine campagne agricole. Pour transformer cette amélioration en reprise durable, la réhabilitation des infrastructures d'irrigation et l'accompagnement des agriculteurs éprouvés par les sécheresses resteront déterminants.

Source : Hespress.

CONCEPTS DE COLLATIONS À VALEUR AJOUTÉE POUR DE NOUVEAUX GROUPES CIBLES

« Conçu pour l'instant » figure parmi les dix principales tendances actuelles, selon Innova Market Insights, qui décrit la demande croissante de snacks et de mini-repas. Les consommateurs recherchent de plus en plus des solutions saines et pratiques pour atteindre leurs objectifs de bien-être. Ainsi, d'après les études de marché, nombreux sont ceux qui se tournent vers les snacks plutôt que vers les repas complets. C'est particulièrement vrai pour les jeunes : plus de la moitié des Millennials et de la Génération Z consomment des snacks au moins quatre fois par semaine. La plupart mangent des mini-repas quotidiennement, voire plusieurs fois par jour pour certains. Dans ce contexte, les snacks à base de viande constituent l'une des sous-catégories à la croissance la plus rapide au monde. Hydrosol a développé des systèmes de stabilisation et de texturation spécialement conçus pour cette sous-catégorie, répondant ainsi aux attentes variées des consommateurs.

Riche en protéines, faible en matières grasses et avec une étiquette plus saine

Avec un système de la gamme Hydrosol Naturom, les fabricants peuvent élaborer des en-cas carnés riches en protéines et sans phosphates, offrant ainsi des avantages nutritionnels tout en répondant à la tendance croissante des produits « sans ». Ce système flexible permet de fabriquer du poulet séché facile à déclarer, ainsi que des chips croustillantes et riches en protéines à base de différentes viandes. Combiné à un système de la série PLUSstabil, il permet d'obtenir des chips de viande allégées en matières grasses, à la texture et à la valeur nutritionnelle améliorées. Elles offrent une expérience gustative intense, par exemple un goût prononcé de paprika fumé, et un croustillant incomparable.

En-cas hybrides : la viande rencontre les légumes

Grâce au système stabilisant de la gamme Hydrosol HydroTOP VE CL, il est possible de créer des en-cas carnés tendance, riches en légumes et en fibres. Ce système, à base de protéines végétales et de fibres, présente des avantages valorisables sur



l'emballage. Il permet également d'élaborer des formulations riches en protéines, à teneur réduite en acides gras saturés et en matières grasses, autant d'atouts marketing. Idéal pour les produits « clean label », il offre un large éventail d'applications : viandes hachées enrichies en légumes, en-cas carnés (bâtonnets, etc.) et popcorn au poulet et au chou-fleur. Des produits spécifiques pour enfants sont également envisageables. Avec le prémélange de micronutriments adapté de SternVitamin, les fabricants peuvent créer des en-cas apportant aux enfants une portion supplémentaire de légumes, ainsi que des vitamines B, du zinc et du fer, essentiels à leur croissance, leur système immunitaire et leur développement cognitif.

Yogonaise avec des collations

Pour accompagner leurs produits apéritifs, les fabricants peuvent proposer une sauce Yogonaise à la valeur nutritionnelle optimisée. Cette mayonnaise onctueuse contient 20 % de yaourt thermisé et allégé en matières grasses, ce qui lui confère une fraîcheur et une acidité agréables. Enrichie en calcium, elle contribue à une bonne digestion et au bon fonctionnement intestinal. Avec seulement 18 % de matières grasses, elle est également riche en fibres, deux atouts qui peuvent être mis en avant sur l'emballage, de même que la teneur en calcium, qui peut faire l'objet d'allégations de santé européennes.

REBIOCYCLE DÉMONTRE LE RECYCLAGE EN BOUCLE FERMÉE DES BIOPLASTIQUES PLA ISSUS DE DÉCHETS PLASTIQUES MÉLANGÉS

Le projet ReBioCycle, financé par l'UE, a démontré que les bioplastiques PLA peuvent être recyclés à partir de déchets plastiques mélangés et transformés en matériau de qualité vierge, ce qui représente une avancée significative.

Un pas vers l'emballage circulaire en Europe.

Le consortium a confirmé que le PLA peut être efficacement trié à partir de flux de déchets plastiques mixtes grâce à les technologies existantes, avant d'être décomposées chimiquement en acide lactique et reconstruites en haute-PLA de qualité avec des propriétés équivalentes à celles du matériau vierge.

Le processus de tri a été réalisé à l'échelle pilote dans un environnement opérationnel, démontrant que Le recyclage du PLA est techniquement réalisable en dehors du laboratoire. Cela offre une voie pratique pour intégrer les bioplastiques aux flux de déchets et aux systèmes de recyclage existants, à un moment où l'industrie elle est confrontée à une pression réglementaire croissante en vertu du règlement européen sur les emballages et les déchets d'emballages, qui exige que tous les emballages soient recyclables d'ici 2030.

En collaboration avec des partenaires industriels tels que Torwash et TotalEnergies Corbion, le projet a confirmé que le PLA peut d'abord être trié efficacement à l'aide des technologies existantes, atteignant des niveaux de pureté adaptés à traitement ultérieur. Le matériau récupéré a ensuite été décomposé avec succès en ses composants de base. bloc, acide lactique, grâce à la technologie d'hydrolyse de Torwash. Dans l'étape finale, TotalEnergies Corbion Il a été démontré que cet acide lactique récupéré peut être repolymérisé en PLA recyclé possédant des propriétés équivalentes à de la matière vierge.

Ces résultats démontrent que le recyclage de haute qualité du PLA issu de déchets mixtes n'est pas un avenir lointain.

L'ambition, mais aussi une réalité concrète. Le projet boucle efficacement la boucle, en utilisant de véritables flux de déchets et procédés industriellement pertinents pour produire un nouveau bioplastique de haute qualité.

Le coordinateur du projet, Kevin O'Connor, a déclaré que les résultats démontrent que les solutions circulaires pour les bioplastiques sont déjà à portée



de main. « Il s'agit de concrétiser l'économie circulaire pour l'industrie », a-t-il déclaré. « Nous avons relié l'ensemble de la chaîne de valeur de manière à soutenir à la fois la conformité réglementaire et la transition « Passer des matériaux d'origine fossile aux matériaux biosourcés. »

Face à la pression croissante exercée sur le secteur de l'emballage pour qu'il adopte des solutions plus durables, le projet Ces résultats apportent la preuve opportune que les plastiques biosourcés peuvent jouer un rôle central dans une économie circulaire.

Les technologies développées peuvent être intégrées aux infrastructures existantes, réduisant ainsi les obstacles à adoption tout en soutenant des ambitions européennes plus larges dans le cadre du Pacte vert et de la bioéconomie

Stratégie.

« Démontrer que le recyclage du PLA issu de la collecte des déchets mélangés pour obtenir un nouveau matériau PLA de haute qualité est une

« En réalité, il s'agit d'une étape majeure dans la réalisation des ambitions du PPWR en matière de recyclabilité des emballages », déclare-t-il.

Maelenn Ravard, responsable des affaires réglementaires et du développement durable chez TotalEnergies Corbion. Elle ajoute « La circularité repose avant tout sur une chaîne de valeur solide, et c'est là la force de ReBioCycle. » consortium".

Pour l'avenir, le consortium s'attachera à transformer ce succès technique en réalité commerciale.

développer et valider de nouvelles applications utilisant du PLA recyclé, tout en continuant à industrialiser le procédé vers un déploiement industriel complet.

L'AQUACULTURE NOURRIT DÉSDORMAIS UNE PLUS GRANDE PARTIE DE LA POPULATION MONDIALE QUE LES OCÉANS, MAIS LA CROISSANCE RALENTIT ALORS MÊME QUE LA DEMANDE AUGMENTE

Un rapport du New World Agriculture Forum conclut que le principal obstacle à l'aquaculture pour les vingt prochaines années n'est pas la technologie, mais l'incapacité à déployer les solutions éprouvées là où elles sont nécessaires.

L'aquaculture mondiale est discrètement devenue la principale source d'aliments aquatiques au monde, supplantant les océans comme premier fournisseur de poisson destiné à la consommation humaine. Or, un nouveau rapport du Forum mondial de l'agriculture (WAF) alerte sur le net ralentissement de la croissance du secteur, précisément au moment où la demande mondiale continue d'augmenter.

Le rapport « L'essor de l'économie bleue : océans, aquaculture et avenir de la sécurité alimentaire » synthétise les données et les perspectives issues d'un dialogue politique de haut niveau organisé par la WAF, réunissant des représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Conseil indien de la recherche agricole (ICAR), ainsi que des acteurs et investisseurs du secteur aquacole en Afrique et en Europe. Le rapport constate que la production mondiale d'aliments aquatiques a atteint un niveau record de 142 millions de tonnes en 2024, l'aquaculture fournissant désormais davantage d'animaux aquatiques destinés à la consommation humaine que la pêche de capture, dont la production est restée stable pendant près de vingt ans. La FAO prévoit toutefois que le taux de croissance annuel de l'aquaculture chutera de 60 % au cours de la prochaine décennie, passant de 4,0 % (2012-2022) à 1,6 % (2022-2032), en raison des contraintes hydriques, des maladies, du nombre limité de sites appropriés et du durcissement de la réglementation sur les rejets.

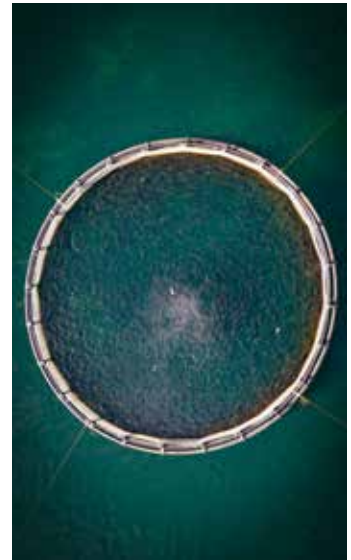
L'argument principal du rapport est que ce ralentissement n'est pas dû à un problème technologique. Des solutions éprouvées sont déjà rentables à l'échelle commerciale : en Inde, grâce à 75 ans d'investissements publics soutenus, le secteur aquacole est passé de moins d'un million de tonnes à près de 20 millions de tonnes ; au Ghana, les systèmes de biofloc exploités commercialement ont permis de réduire de vingt fois la consommation de terres et de trente fois la consommation d'eau, sans aucun rejet d'effluents ; et dans la province du Cap-Occidental

en Afrique du Sud, le détournement d'à peine 1 % des eaux d'irrigation existantes vers la pisciculture pourrait suffire à couvrir la totalité du quota national de merlu sauvage, sans nécessiter de nouvelles terres ni de nouveaux droits d'eau. Ce qui manque, selon le rapport, c'est l'harmonisation nécessaire pour faire passer ces solutions

des endroits où elles ont fait leurs preuves à ceux où elles sont le plus nécessaires : renforcement des capacités de gouvernance, structuration des investissements autour d'une valeur démontrée plutôt que de simples promesses, et inclusion des petits exploitants, des femmes et des communautés côtières qui constituent l'épine dorsale du secteur mais restent les plus systématiquement exclus de son financement et de sa prise de décision.

Le rapport formule neuf recommandations à l'intention des gouvernements, des investisseurs et des institutions internationales, parmi lesquelles l'alignement des politiques nationales sur les Directives de la FAO pour une aquaculture durable, le maintien d'investissements publics pluriannuels dans les infrastructures de recherche, la généralisation des systèmes de production circulaires et à zéro rejet, et la priorisation des investissements dans l'énergie et la chaîne du froid sur les marchés émergents tels que l'Afrique subsaharienne.

Le rapport conclut sur une note de prudence plutôt que sur un triomphe : la croissance du secteur ralentit à son propre rythme et ne s'arrêtera pas en attendant que la gouvernance rattrape son retard. Selon le rapport, la capacité de l'aquaculture à égaler les réussites des vingt dernières années dépendra moins des découvertes en laboratoire que des solutions concrètes mises en place entre le laboratoire et la ferme.



LES MARQUES MONDIALES DE CONFISERIES ET DE SNACKS CONVERGENT À DUBAÏ, L'ISM MOYEN-ORIENT 2026 OUVRANT L'ACCÈS À UN MARCHÉ APMEA DE 400 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS

Plus de 250 exposants provenant de plus de 40 pays présenteront à Dubaï toute la diversité de l'industrie mondiale des confiseries et des snacks, mettant en relation les maisons de confiserie européennes, les producteurs asiatiques, les fabricants régionaux et les marques internationales émergentes avec des acheteurs de toute la zone Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique (APMEA).

Avec des ventes de confiseries et de snacks en Asie-Pacifique, au Moyen-Orient et en Afrique (APMEA) qui devraient dépasser les 400 milliards de dollars américains en 2026, la région devient un marché de croissance de plus en plus important pour l'industrie mondiale. Face à une demande des consommateurs qui se fragmente selon les occasions, les priorités alimentaires et les attentes en matière de rapport qualité-prix, les acheteurs réorientent leurs portefeuilles en fonction de leur pertinence, de l'innovation différenciée, de la conformité réglementaire et de la fiabilité de la livraison.

Dans ce contexte, ISM Middle East 2026, le seul salon dédié aux confiseries et aux snacks pour la région APMEA, revient au Dubai World Trade Centre du 3 au 5 novembre, réunissant les fabricants mondiaux et les acheteurs et décideurs régionaux qui façonnent leurs portefeuilles pour 2027.

La prochaine vague de croissance est déjà visible dans le secteur de la confiserie et des en-cas, où plaisir et bien-être convergent. Les protéines et les fibres s'invitent dans les produits gourmands, les produits allégés en sucre privilégient le goût, tandis que les portions généreuses, les textures complexes et les associations de saveurs audacieuses créent de nouvelles occasions de se faire plaisir. Pour les acheteurs, la question n'est plus seulement de savoir ce qui se vend aujourd'hui, mais quels produits peuvent intégrer leur gamme de demain et se développer sur les marchés de la zone Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Afrique (APMEA).

APMEA. Avec des producteurs venus de plus de 40 pays, cet événement offre un environnement privilégié aux entreprises souhaitant développer de nouveaux marchés et aux acheteurs régionaux



en quête de nouveaux produits, fournisseurs et idées pour leurs portefeuilles.

ISM Middle East 2026 se déroulera en parallèle de Gulfood Manufacturing, Private Label Middle East et GulfHost, élargissant ainsi l'environnement commercial au-delà des confiseries et des en-cas finis pour inclure les technologies de transformation et de fabrication, l'emballage, le développement de marques privées, l'automatisation, la logistique et la restauration.

ISM Middle East se tiendra du 3 au 5 novembre 2026 au Dubai World Trade Centre. L'inscription est gratuite pour les professionnels du secteur : [cliquez ici pour vous inscrire](#).

UNE NOUVELLE ÉTUDE EUROPÉENNE RÉVÈLE QUE LES CONSOMMATEURS TRIENT ACTIVEMENT LES EMBALLAGES BAG-IN-BOX EN VUE DE LEUR RECYCLAGE.



Une étude menée dans quatre pays révèle des taux de tri atteignant 97 %, soulignant la disposition des consommateurs à adopter les systèmes d'emballage circulaires.

D'après une nouvelle étude menée en Belgique, aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et en Suède par Smurfit Westrock Bag-in-Box, les consommateurs européens trient activement les composants des emballages Bag-in-Box en vue de leur recyclage. Les résultats indiquent que les consommateurs adoptent déjà des comportements clés favorisant des systèmes d'emballage plus circulaires.

L'étude a examiné si les consommateurs séparent le sac plastique de la boîte en carton après utilisation, une étape importante pour garantir que les emballages soient acheminés vers les filières de recyclage les plus appropriées. Dans les quatre pays étudiés, la majorité des consommateurs adoptent de bonnes pratiques de recyclage en séparant les différents composants de l'emballage avant de le jeter.

Ces conclusions interviennent alors que l'Europe se prépare à la mise en œuvre du règlement relatif aux emballages et aux déchets d'emballages (PPWR), qui devrait mettre davantage l'accent sur la recyclabilité des emballages, l'utilisation efficace des ressources et l'économie circulaire. Les résultats indiquent que les consommateurs sont de plus en plus disposés

à utiliser les systèmes de recyclage lorsque les emballages sont conçus pour être intuitifs et faciles à trier.

L'étude met également en évidence des différences importantes entre les pays, reflétant les variations des systèmes de collecte des déchets, des politiques de recyclage, de l'éducation des consommateurs et des consignes de tri locales. Ces facteurs sont susceptibles d'influencer fortement l'efficacité de la récupération et du recyclage des matériaux d'emballage.

« Il est essentiel de comprendre comment les consommateurs interagissent avec les emballages après utilisation », a déclaré Massimiliano Bianchi, PDG de Smurfit Westrock Bag-in-Box. « L'étude confirme que les utilisateurs de Bag-in-Box adoptent généralement les bonnes pratiques de recyclage, tout en montrant comment des actions de sensibilisation et de communication supplémentaires pourraient encore améliorer les résultats. »

Les conclusions de l'étude soulignent le rôle de plus en plus important que jouent les consommateurs pour améliorer la circularité des emballages et suggèrent que des directives claires en matière de recyclage, associées à des emballages conçus pour un tri facile, peuvent favoriser des taux de récupération plus élevés dans toute l'Europe.

L'ATTRAIT DES BIOTECHNOLOGIES POUR EXPLORER DE NOUVEAUX HORIZONS DANS L'INNOVATION VÉGÉTALE



Fruit Attraction redeviendra un point de rencontre pour l'innovation agroalimentaire avec l'organisation d'une nouvelle édition de Biotech Attraction, la conférence organisée par BIOVEGEN et Fruit Attraction sur le thème « Nouveaux horizons dans l'innovation végétale ».

L'événement aura lieu le mercredi 7 octobre dans l'auditorium Fruit Forum by Timac Agro, situé dans le hub de liaison entre les halls 1 et 3 d'IFEMA MADRID, dans le cadre du programme de conférences techniques de la 18e édition de Fruit Attraction.

La conférence démontrera comment la biotechnologie végétale s'est imposée comme un outil stratégique pour améliorer la compétitivité de l'industrie agroalimentaire, accélérer l'innovation et relever certains des principaux défis auxquels l'agriculture est confrontée, notamment la durabilité, l'efficacité de la production et l'adaptation aux nouvelles exigences du marché.

Par ailleurs, la conférence permettra aux participants de solliciter des rencontres bilatérales avec d'autres participants, favorisant ainsi les contacts directs entre les entreprises, les centres de recherche, les organisations technologiques

et les investisseurs intéressés par les projets d'innovation.

Le programme abordera certaines des tendances clés qui transforment l'innovation végétale, allant de l'application de l'intelligence artificielle et de la gestion des données omiques dans les processus d'amélioration génétique. Avec la participation de PLOID AI BIOTECH et d'Agrícola El Bosque, et grâce aux capacités scientifiques et technologiques de centres de référence tels que l'IRNAS-CSIC, l'AINIA, la CNTA et la Fundación MEDINA, cette conférence examinera également le rôle de la collaboration entre entreprises, centres de recherche et pouvoirs publics comme moteur d'innovation. Des études de cas seront présentées par TIMAC AGRO et les projets GO PISTABIOTECH et GO VINEURO.

La 18e édition du salon, organisée par IFEMA Madrid et Le salon FEPEX se déroule du 6 au 8 octobre et devrait accueillir plus de 2 500 entreprises, avec 162 000 mètres carrés d'espace d'exposition et plus de 121 000 professionnels venus de 150 pays, consolidant ainsi sa position parmi les principaux événements internationaux du secteur.

QUAND LA PROJECTION IMMERSIVE SUBLIME L'EXPÉRIENCE GASTRONOMIQUE AU MAROC

Encore émergentes au Maroc, les expériences immersives ouvrent progressivement de nouvelles perspectives dans les domaines de la culture, du tourisme, du divertissement et de la gastronomie. En associant patrimoine, technologies audiovisuelles et création culinaire, elles proposent une nouvelle façon de raconter des histoires et de faire vivre des expériences où le visiteur devient acteur du récit.

C'est cette ambition qui anime Sensoria, un concept d'expérience immersive qui revisite le patrimoine marocain à travers une approche mêlant gastronomie, scénographie numérique et vidéo mapping. En choisissant Ibn Batouta comme fil conducteur, l'expérience propose une interprétation contemporaine du voyage du célèbre explorateur marocain, où chaque projection, chaque ambiance sonore et chaque création culinaire participent à la narration. Plus qu'un dîner gastronomique, Sensoria invite les participants à vivre un véritable voyage sensoriel. Les murs, les tables et les décors deviennent des supports de projection, tandis que les images, les jeux de lumière et les effets sonores évoluent au rythme des différents plats. Chaque séquence prolonge le récit et fait dialoguer patrimoine, gastronomie et technologies immersives dans une mise en scène pensée pour éveiller les sens.

Pour donner vie à cette expérience, le défi consistait à orchestrer avec précision projections, lumière, son et scénographie afin que chaque technologie contribue naturellement à l'immersion et à la narration. Sensoria s'est appuyé sur l'expertise de Vidéo Projection Multimédia (VPM) et sur les solutions de projection d'Epson.

L'installation repose sur seize vidéoprojecteurs Epson, combinant les modèles EB-L695SU et EB-800F, spécialement adaptés aux environnements



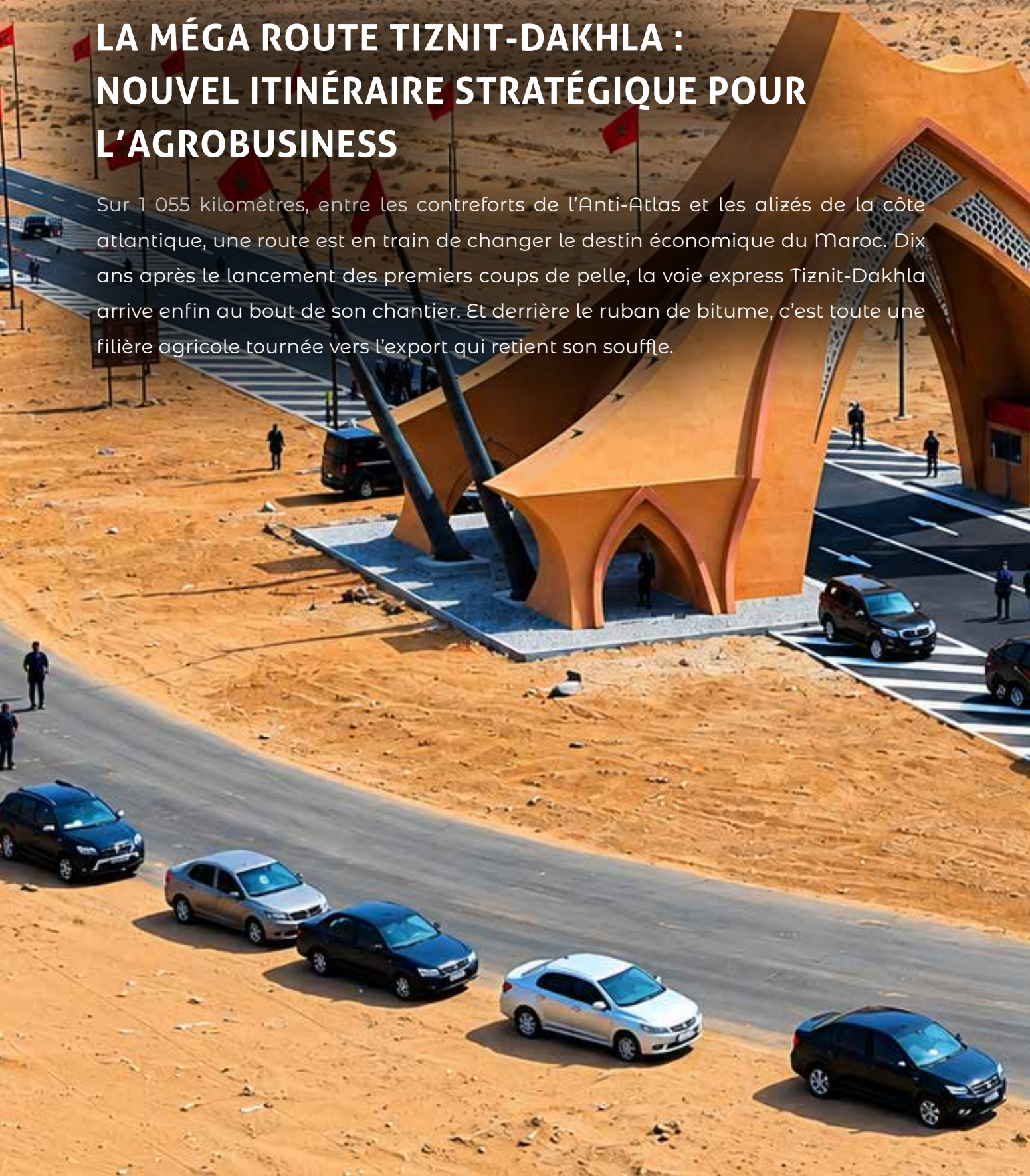
immersifs. Grâce à la technologie 3LCD, à leur forte luminosité et à leurs optiques dédiées au vidéo mapping, les projections épousent les différentes surfaces avec précision, accompagnent la narration jusque dans la présentation des plats et créent un univers visuel cohérent, riche en couleurs et en détails.

« Les technologies immersives ouvrent aujourd'hui de nouvelles perspectives pour les acteurs de la culture, du tourisme, de l'événementiel et des industries créatives. Chez Epson, nous souhaitons accompagner ces nouvelles formes de création en mettant la technologie au service de l'expérience. Ce projet illustre la manière dont les solutions de projection peuvent contribuer à valoriser le patrimoine, stimuler la créativité et proposer de nouvelles façons d'engager les publics. » souligne Kaoutar Akamkam, Epson – Chef du département Marketing - Afrique du Nord et Francophone.

Au-delà de cette réalisation, cette collaboration illustre l'évolution des usages des technologies de projection, désormais présentes dans des univers aussi variés que la culture, le tourisme, l'événementiel ou les expériences gastronomiques. En accompagnant ces nouveaux usages, Epson confirme son engagement aux côtés des acteurs marocains qui réinventent les expériences proposées au public grâce à l'innovation technologique.

LA MÉGA ROUTE TIZNIT-DAKHLA : NOUVEL ITINÉRAIRE STRATÉGIQUE POUR L'AGROBUSINESS

Sur 1 055 kilomètres, entre les contreforts de l'Anti-Atlas et les alizés de la côte atlantique, une route est en train de changer le destin économique du Maroc. Dix ans après le lancement des premiers coups de pelle, la voie express Tiznit-Dakhla arrive enfin au bout de son chantier. Et derrière le ruban de bitume, c'est toute une filière agricole tournée vers l'export qui retient son souffle.







Depuis le 10 janvier 2025, la voie express Tiznit-Dakhla est intégralement opérationnelle : le dernier tronçon, long de 114 kilomètres entre Maader, près de Tiznit, et Guelmim, via Sidi Ifni, a ouvert à cette date après des mois de finitions. Depuis, la route a même changé de nom, dans une séquence diplomatique inédite. Et sur le terrain, à Dakhla, les producteurs de primeurs commencent à en mesurer les effets concrets.

Il faut se rappeler d'où l'on part. Quand le projet est lancé en 2015, à l'occasion du 40^e anniversaire de la Marche verte et dans le cadre du nouveau modèle de développement des provinces du Sud voulu par le Roi Mohammed VI, les ingénieurs savent qu'ils s'attaquent à l'un des tracés les plus difficiles du pays. Ensablement permanent, rareté des matériaux de construction, sols instables dans l'Anti-Atlas : sur le terrain, chaque kilomètre se mérite. Le projet passe le cap

des 80 % d'avancement fin 2022, franchit les 97-98 % courant 2024, avant d'être déclaré achevé le 27 novembre 2024, puis pleinement ouvert à la circulation début janvier 2025. Le coût final s'élève à 9 milliards de dirhams, soit environ un milliard de dollars, une facture finalement plus proche des estimations initiales que ne le laissaient craindre les retards accumulés en cours de route.

L'itinéraire traverse dix provinces et dessert directement une population de plus de 2,2 millions d'habitants. Il s'articule en trois grands tronçons : Tiznit-Guelmim (114 km, à travers les reliefs escarpés de l'Anti-Atlas), Guelmim-Laâyoune (441 km, le plus complexe sur le plan technique, ouvert dès juin 2024 à l'occasion de l'Aïdal-Adha) et Laâyoune-Dakhla (500 km, élargissement à neuf mètres de la route nationale existante). Au-delà du seul confort de conduite, l'infrastructure a été pensée pour le transport professionnel : elle







intègre des aires de repos et des parkings dédiés aux poids lourds tout au long du parcours, un détail qui compte pour des chauffeurs qui avalent parfois une journée entière de route, temps de repos réglementaires compris.

Reste un seul grand chantier en suspens : le viaduc sur l'oued

Sakia El Hamra, à Laâyoune, qui sera à terme le plus long pont routier du Royaume. Son ampleur a d'ailleurs contraint le gouvernement à prolonger, par décret, la validité du dispositif de supervision du projet jusqu'au 31 décembre 2026, le temps de finaliser cet ouvrage complexe

qui doit désenclaver le centre-ville de Laâyoune.

UNE ROUTE DEVENUE « DONALD J. TRUMP HIGHWAY »

L'actualité la plus spectaculaire de ces dernières semaines ne



concerne pas le bitume, mais son nom. Dans une lettre datée du 2 juillet 2026, SM le Roi Mohammed VI a informé le président américain de sa décision de rebaptiser la voie express « Donald J. Trump Highway », en hommage à la reconnaissance par Washington, en 2020, de la souveraineté

marocaine sur le Sahara. Dans ce courrier, le Souverain a salué des relations bilatérales « jamais aussi vigoureuses et fructueuses » que durant les deux mandats du président américain, décrivant la route comme un « axe stratégique d'importance capitale » qui « relie le nord et le sud du

Maroc, tout en arrimant l'Europe au continent africain ». Donald Trump a réagi le 26 juillet sur son réseau Truth Social, remerciant le Roi et se disant impatient de parcourir un jour l'intégralité de cette route, un geste qu'il qualifie de grand honneur. Le gouvernement marocain

a officiellement confirmé la nouvelle dénomination le 2 août, via l'agence MAP.

Au-delà du symbole, la presse internationale a rappelé une réalité plus âpre : l'essentiel du tracé traverse un territoire que l'ONU continue de classer comme non autonome, ce qui donne à ce geste protocolaire une charge diplomatique qui dépasse largement la seule infrastructure routière. Cette séquence s'inscrit dans ce que le Maroc appelle depuis 2023 son « Initiative atlantique », une stratégie visant à offrir aux pays enclavés du Sahel (Mali, Burkina Faso, Niger) un accès à l'Atlantique via le poste-frontière de Guerguerat. Un pari qui semble déjà porter ses fruits à l'échelle continentale : entre 2004 et 2024, les exportations africaines transitant par le Maroc sont passées de 300 millions à 3 milliards de dollars, selon la fondation allemande Konrad-Adenauer.

SEPT À HUIT HEURES DE MOINS SUR LA ROUTE

Pour un routier ou un exploitant agricole du Sud, la promesse tient en une poignée de chiffres, précisés en juillet 2026 par M'bark Fancha, à la tête de la Direction provisoire d'aménagement de la RN1 Tiznit-Dakhla, dans un entretien à Medias24. Sur les tronçons déjà en service, le trafic atteint entre 6 000 et 8 000 véhicules par jour, dont environ



40 % de poids lourds. Pour ces derniers, le gain direct de temps se situe entre sept et huit heures, un écart qui peut friser la journée complète une fois que les temps de repos réglementaires des chauffeurs sont intégrés. Et Fancha de rappeler que la voie express ne doit pas être envisagée isolément : elle s'inscrit dans un chantier bien plus vaste de modernisation de la RN1, lui-même intégré au grand corridor

routier transafricain Tanger-Lagos.

Ces chiffres peuvent sembler abstraits, jusqu'à ce qu'on les rapporte à la réalité d'une caisse de tomates cerise récoltée le matin même à Dakhla et qui doit encore rouler pendant des heures avant d'atteindre un port d'embarquement.

Car c'est bien là que se joue l'essentiel. La région de Dakhla-Oued Eddahab s'est imposée en

ÉCONOMIE

quelques années comme l'un des bassins de production de primeurs sous serre les plus performants du pays. Le témoignage de Fouad Zouhair, cofondateur du groupe AJIDA, une coopérative de jeunes agriculteurs sahraouis exploitant 100 hectares depuis 2017 et spécialisée dans le melon et la tomate cerise à l'export ainsi que la pastèque pour le marché local, donne une idée concrète du calendrier de production : les melons et pastèques de Dakhla sont les premiers sur le marché dès mars, tandis que la saison de la tomate s'étend quasiment toute l'année, de juillet à juin. Cité par le site spécialisé HortiDaily,

Zouhair place beaucoup d'espoir dans le lancement, en 2026, de la station de dessalement d'eau de mer censée desservir entre 5 000 et 6 000 hectares de cultures dans la région, tout en appelant, comme d'autres producteurs locaux, à diversifier davantage les marchés d'exportation.

Le Maroc dans son ensemble a d'ailleurs franchi, en 2025, un cap symbolique : il est devenu le troisième exportateur mondial de tomates fraîches et réfrigérées, avec 707,6 millions de kilogrammes expédiés à l'international, soit 9,6 % du marché mondial, pour des recettes dépassant le milliard

d'euros, devançant ainsi l'Espagne, longtemps leader incontesté du secteur. Côté agrumes, la campagne 2025-2026 s'est clôturée sur une production nationale estimée à 1,9 million de tonnes, en hausse de 25 % selon AgriMaroc, mais les exportations ont reculé de 12 %, à 553 000 tonnes, après des événements climatiques extrêmes.

UNE ROUTE QUI N'AVANCE PAS SEULE

Ce qui frappe, à regarder la carte des grands chantiers du Sud marocain, c'est la simultanéité. La







route Tiznit-Dakhla s'inscrit dans le même mouvement que plusieurs autres infrastructures destinées, elles aussi, à transformer l'agrobusiness régional.

Côté mer, le futur port Dakhla Atlantique, à 70 kilomètres au nord de la ville, doit entrer en service en 2029. Il s'agit là encore d'un maillon explicitement pensé pour compléter la route dans la stratégie marocaine de plateforme logistique entre l'Europe, l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Côté terre, la question de l'eau se règle en parallèle, avec la station de dessalement de Bir Anzarane, celle-là même qu'évoque Fouad Zouhair, financée en partenariat public-privé avec Engie et Nareva.

Trois chantiers avancent de conserve, presque comme s'ils avaient été pensés pour se compléter : route, port et eau.

REGARDER AU-DELÀ DE L'EUROPE

Reste une question, moins souvent posée mais tout aussi structurante : à qui vendre, demain, tous ces primeurs acheminés plus vite et produits en plus grand nombre ? Aujourd'hui, l'Union européenne absorbe encore l'essentiel des expéditions marocaines de tomates fraîches, un niveau de dépendance qui inquiète autant qu'il rassure. Depuis mars 2026, les pouvoirs publics tentent d'infléchir la tendance en soutenant financièrement les exportateurs qui gagnent du terrain sur de nouveaux marchés, nordiques, irlandais ou, plus loin encore, ouest-africains et asiatiques, des débouchés que le futur port Dakhla Atlantique et la nouvelle route sont justement censés faciliter.

C'est peut-être là que se niche la vraie portée de cette route, au-delà de son nom désormais chargé de symboles diplomatiques : plus qu'un simple raccourci entre Tiznit et Dakhla, elle est en train de devenir le premier maillon d'un corridor logistique complet, pensé pour connecter des terres agricoles parmi les plus productives du pays à des marchés que le Maroc n'a pas encore fini de conquérir. Le bitume est posé depuis janvier 2025. La suite dépendra de la capacité de toute une filière, des coopératives sahraouies de Dakhla jusqu'aux grands industriels réunis fin septembre à Casablanca, à en tirer parti.

SUGARBEET EXPO & POTATOEUROPE 2026: CE QUE SPRINGE DIT DE LA BETTERAVE ET DE LA POMME DE TERRE AU MAROC

Pour sa première édition SugarBeet Expo, le grand rendez-vous européen des grandes cultures a réuni plus de 10 000 professionnels près de Hanovre. Climat, ravageurs, main-d'œuvre, automatisation. Les sujets débattus à Springe font écho à ceux des filières betterave et pomme de terre du Maroc, qui sortent de deux campagnes aux conditions très contrastées.



AGRICULTURE





magazine top agrar.

Sur place, près de 300 exposants couvraient toute la chaîne, de la sélection et des intrants au machinisme, à la récolte, à la logistique et à la transformation. Côté démonstrations, 30 unités étaient prévues pour la pomme de terre, et dix machines et attelages pour la betterave, du semis au chargement.

UNE AFFLUENCE SOLIDE, UN MESSAGE CLAIR



La DLG annonce environ 10 100 visiteurs professionnels venus de 79 pays, dont plus de 31 % de l'étranger, et environ la moitié des exposants venant de l'extérieur de l'Allemagne. C'est un peu moins que les 12 000 visiteurs attendus avant l'ouverture, mais les premiers résultats de l'enquête de satisfaction sont très favorables : 96 % des visiteurs se disent très satisfaits, plus de 95 % jugent positivement la tenue simultanée des deux salons, 68 % comptent investir dans la pomme de terre d'ici deux ans et 73 % veulent revenir lors de la prochaine édition allemande, en 2030.

Le contexte de marché n'était pas simple. La presse professionnelle décrivait, à la veille du salon, une situation tendue et très variable selon les régions. À l'ouverture, Hubertus Paetow, président de la DLG, a insisté sur la sécheresse, la pression des ravageurs, les marchés mondiaux et la nécessité

Les 9 et 10 septembre 2026, la DLG (Société allemande d'agriculture) a réuni sur le Rittergut Gestorf, à Springe, près de Hanovre, la PotatoEurope et, pour la première fois, la SugarBeet Expo. Le salon de la pomme de terre tourne chaque année entre la Belgique, les Pays-Bas, la France et l'Allemagne. Il revenait outre-Rhin après quatre ans d'absence, pour une édition qui marquait aussi ses vingt ans. L'idée de coupler la betterave

sucrière et la pomme de terre répond à une réalité de terrain. Beaucoup d'exploitants cultivent les deux, et de nombreux fournisseurs travaillent pour les deux filières. La SugarBeet Expo était soutenue par l'association économique de l'industrie sucrière allemande (WVZ), avec Nordzucker comme partenaire régional. Les cultures sarclées pèsent d'ailleurs environ 16 % du chiffre d'affaires de la production végétale allemande, selon le



de systèmes de production à la fois compétitifs et durables. Le fil rouge de l'événement. Des cultures de racines et de tubercules plus résilientes face au climat.

Les organisateurs ont mis en avant des défis communs aux deux filières. La lutte contre la cicadelle *Pentastiridius leporinus*, vecteur du syndrome des basses richesses de la betterave, la recherche d'efficacité et le manque croissant de main-d'œuvre qualifiée en Allemagne

comme en Europe. La réponse proposée est technologique. Numérisation, automatisation et intelligence artificielle, censées soutenir la productivité tout en compensant le manque de personnel. Pour les entreprises présentes, l'événement a surtout une valeur de contact. Un représentant de Gaugele GmbH y voit l'occasion de discuter directement avec les agriculteurs, autour d'un café sur le stand, plutôt que par téléphone ou par e-mail. Le dirigeant d'Europlant

Pflanzenzucht salue pour sa part le niveau technique des échanges et la forte présence internationale, qui lui ont permis de présenter de nouvelles variétés.

UNE INSPIRATION AUX PROFESSIONNELS MAROCAINS

Les thèmes du salon recoupent des points sensibles de la pomme de terre marocaine. La filière dépend de l'Europe pour ses plants. Les

importations de semences oscillent entre 37 000 et 62 000 tonnes par an selon EastFruit, avec un record de 60 000 tonnes en 2022-2023, dont 55 % venaient des Pays-Bas, 20 % du Royaume-Uni, 16 % du Danemark et 7 % de la France. Une publication technique de l'INRA cite, parmi les freins à la productivité, l'usage de semences non certifiées et le faible niveau de mécanisation du semis et de la récolte. Variétés plus résistantes, plants de qualité, stockage et mécanisation, autant de sujets présentés à Springe, sont donc des leviers directs de compétitivité.

La betterave, elle, a déjà engagé sa transformation: conseil de proximité, outils numériques, contractualisation avec les agriculteurs. La question est désormais de consolider ces acquis face à l'aléahydrique et d'élargir les surfaces au-delà des 43 000 hectares contractualisés. La mécanisation, qui permet en Europe de compenser le manque de main-d'œuvre, reste aussi un levier de productivité pour les cultures marocaines. Reste une question de fond que Springe pose sans y répondre. Comment stabiliser rendements et revenus quand le climat alterne sécheresse et inondations ? Les exposants répondaient par la technologie, la génétique et l'automatisation. Le Maroc a commencé à s'y engager côté betterave ; la pomme de terre, plus exposée et plus dépendante des importations de plants, pourrait être la prochaine à devoir franchir le pas.

AU MAROC, DEUX FILIÈRES, DEUX TRAJECTOIRES

Côté betterave, la relance est nette. En 2024-2025, Cosumar a produit 2 005 380 tonnes de betterave, contre 1 150 210 tonnes l'année précédente (+74 %), sur 34 150 hectares récoltés (+60 %). La canne à sucre a fourni 278 141 tonnes sur 4 413 hectares, et les sucreries du groupe ont produit 281 000 tonnes de sucre blanc issu des plantes locales, soit 50 % de plus qu'un an plus tôt. Cette performance a été obtenue malgré la sécheresse, grâce à un dispositif qui s'appuie sur plus de 80 000 agriculteurs partenaires et plus de 120 conseillers agricoles.

Pour 2025-2026, les comités techniques régionaux avaient arrêté un programme de 60 000 hectares de betterave et 8 000 de canne, en fonction de la





AGRICULTURE



disponibilité de l'eau. Le groupe a mis en place un préfinancement de 500 millions de dirhams et sécurisé les intrants dès avril 2025. Mais, au moment du SIAM 2026, 43 000 hectares de betterave seulement étaient contractualisés, avec un taux de remplissage des barrages de 73 %. Les premiers résultats régionaux restent encourageants : dans les Doukkala, environ 9 200

hectares (+9 %) ont donné près de 544 000 tonnes (+31 %), avec un rendement supérieur à 60 tonnes par hectare et une richesse saccharine autour de 17 %. Le bilan national de la campagne n'est pas encore publié.

Les ambitions restent élevées. Pour 2026-2027, Cosumar vise 60 000 hectares de betterave et 10 000 de canne, et, à l'horizon 2030, 620 000 tonnes de sucre

blanc, conformément au contrat-programme. Le groupe met aussi en avant les drones, les capteurs, l'irrigation de précision et la fertilisation ciblée, qui auraient réduit la consommation d'eau jusqu'à 55 % et celle d'engrais de 30 %.

La pomme de terre a connu un parcours inverse. Première culture maraîchère du pays en superficie, elle représentait environ 2,19

AGRICULTURE



millions de tonnes en 2024, sur près de 67 000 hectares. Après plusieurs années de sécheresse, la campagne 2025-2026 a été marquée par des pluies excessives et des inondations, notamment dans le Loukkos, où de nombreuses exploitations ont perdu leur récolte. Le Maroc a importé plus de 12 000 tonnes de pommes de terre de consommation entre juillet

2025 et juin 2026, soit 2,4 fois le précédent record de 2008-2009. Les Pays-Bas ont fourni plus de la moitié des volumes, la France près d'un tiers et la Belgique le reste, au moment où l'Europe faisait face à un excédent et à des prix bas.

Ce volume reste inférieur à 1 % de la production annuelle, mais il marque une rupture. En 2023, les importations avaient déjà

décuplé pour atteindre environ 5 000 tonnes, contre un millier de tonnes en temps normal, et les autorités avaient limité les exportations pour stabiliser les prix intérieurs. En quelques années, la filière est passée d'une crise de la sécheresse à une crise des inondations, ce qui illustre sa vulnérabilité aux chocs climatiques, dans les deux sens.

LE MAROC IRRIGUE SES PRIMEURS AVEC L'EAU DE MER

Après six années de sécheresse, le Royaume ne se contente plus de puiser dans des nappes en déclin : il fabrique désormais l'eau de ses cultures. Portée par une impulsion royale, la stratégie de dessalement quitte le seul registre de l'eau potable pour entrer dans les exploitations, de Chtouka à Dakhla et jusqu'à la future mégastation de Casablanca. Une bascule stratégique pour la filière des primeurs, que les producteurs saluent comme une planche de salut, mais dont la facture, énergétique comme financière, reste le point de crispation.



AGRICULTURE





La question de l'eau s'est imposée au sommet de l'agenda national. Dans son discours du Trône du 29 juillet 2024, prononcé à l'occasion du 25e anniversaire de son accession, SM le Roi Mohammed VI a présenté la gestion de l'eau comme une responsabilité nationale engageant toutes les institutions et tous les acteurs. Depuis le pays suit un double objectif ; garantir l'eau potable à l'ensemble des citoyens et couvrir au moins 80 % des besoins d'irrigation sur le territoire. Il a rappelé l'ampleur du programme de dessalement, qui vise plus de 1,7 milliard de m³ par an d'eau de mer traitée pour l'eau potable comme pour l'irrigation, et qui pourrait couvrir plus de la moitié des besoins en eau potable d'ici 2030. Le projet de Casablanca y a été présenté comme le plus grand du genre en

Afrique, alimenté entièrement en énergie propre. Le Souverain a aussi relevé des retards dans certains chantiers hydrauliques, un constat que le calendrier des stations de Dakhla et de Casablanca, repoussé depuis, est venu illustrer.

Les directions pour le Sud s'éclaircissent. Élargir la station de Dakhla et accroître, à i, la capacité des autres installations en tirant parti du potentiel d'énergies propres des provinces sahariennes. La modernisation des pratiques agricoles passe par la généralisation de l'irrigation goutte-à-goutte, et une meilleure articulation entre politique de l'eau et politique agricole est jugée indispensable. S'y ajoutent un programme plus ambitieux de réutilisation des eaux usées traitées et une plus grande fermeté contre le pompage anarchique et les

atteintes au domaine public hydraulique. En clair, le dessalement n'est plus une réponse d'urgence mais un pilier d'une stratégie d'ensemble.

UNE RÉPONSE À L'ÉPUISEMENT DES NAPPES

L'agriculture pèse environ 12 % du PIB marocain, et c'est elle qui a payé le plus lourd tribut à six campagnes consécutives de stress hydrique. Dans la plaine de Chtouka, au sud d'Agadir, le problème dépassait la simple pluviométrie : la surexploitation de la nappe faisait avancer le biseau salé dans les terres et dégradait la qualité de l'eau pompée, au point que les pouvoirs publics ont délimité un périmètre de sauvegarde et déclaré l'état de pénurie sur la zone. La région du Souss-Massa fournit à elle seule environ 85 % des légumes exportés par le

Maroc. Ces cultures maraîchères occupent 29 000 hectares et produisent près de deux millions de tonnes par an, pour un chiffre d'affaires voisin de 940 millions d'euros, selon les chiffres du ministère rapportés par l'AFP. Une telle machine à devises ne pouvait pas continuer à croître en s'appuyant sur une ressource souterraine qui se dégradait. La solution retenue a consisté à substituer à l'eau de nappe une eau issue de la mer, et à protéger ainsi l'aquifère autant que les revenus des producteurs.

Mise en service en juin 2022, la station de Chtouka, un chantier de 4,48 milliards de dirhams porté par le ministère de l'Agriculture et l'ONEE, rejoint cette stratégie et fournit l'équivalent de 125 000 m³ d'eau par jour pour irriguer environ 12 000 hectares de primeurs, auxquels s'ajoutent 150 000 m³ quotidiens d'eau potable pour 1,6 million d'habitants. Présentant le budget de son département devant le



Parlement en novembre 2025, le ministre de l'Agriculture, Ahmed El Bouari, a indiqué que la station produit 100 millions de m³ par an, dont 45 millions déjà consacrés à l'irrigation, et que les travaux d'extension doivent démarrer en 2026. Environ 1 500 agriculteurs de la zone irriguent aujourd'hui avec cette eau.

LA PAROLE AUX PRODUCTEURS

Sur le terrain, le discours est celui d'une survie. Abir Lemseffer, directrice générale adjointe du groupe Azura, qui cultive des tomates cerises à Chtouka, explique que son exploitation n'existerait plus sans l'eau dessalée. Le groupe irrigue aujourd'hui environ 800 hectares avec cette seule ressource. Un autre producteur, Mohamed Boumarg, résume l'enjeu en affirmant que le dessalement a sauvé l'agriculture de Chtouka, lui qui, faute d'eau, se limitait auparavant à cinq hectares. L'agronome Rqia Bourziza juge de son côté que sans cette eau, un scénario catastrophique se dessinait pour le pays, et voit dans l'irrigation dessalée une très bonne alternative pour la tomate ou l'arboriculture. Un responsable de l'Office régional de mise en valeur agricole avance même que la station a permis d'éviter une perte de plus de 860 millions d'euros de valeur ajoutée, un chiffre à prendre comme l'estimation d'un acteur du projet et non comme une donnée indépendante.

DAKHLA, CASABLANCA: LE MODÈLE SE DUPLIQUE

À Dakhla, l'usine, dont la construction et la gestion ont été confiées à un groupement public-privé associant Nareva et Engie, doit produire 37 millions de m³ par an, dont 30 millions pour l'irrigation selon le ministre

de l'Agriculture. Couplée à un parc éolien d'environ 60 MW, elle doit alimenter par un réseau de 113 kilomètres un nouveau périmètre d'environ 5 200 hectares attribué par parcelles dans le cadre d'un partenariat public-privé de 2,5 milliards de dirhams, afin de développer les primeurs de la région sans épuiser davantage une nappe fossile peu renouvelable. Le calendrier a pourtant glissé : la livraison, attendue fin 2025 selon un point d'étape de février 2025, a été repoussée à la mi-2026, avec un chantier avancé à 78 % en juillet 2025. En ce début d'automne 2026, la presse régionale décrit une station dans sa dernière ligne droite et sur le point d'entrer en service, sans qu'aucune date officielle de mise en route ne soit communiquée.

À Casablanca, la mégastation, dont les travaux ont démarré en juin 2024, représente un investissement de 6,5 milliards de dirhams en partenariat public-privé. Le 13 juillet 2026, le ministre de l'Équipement et de l'Eau, Nizar Baraka, a indiqué devant le Parlement qu'elle devrait entrer en service en février 2027, soit plus tard que la fin 2026 envisagée jusqu'ici. Le raccordement de l'usine au réseau électrique à très haute tension, un chantier de plus de 486 millions de dirhams, a été mis en service par l'ONEE le 19 juillet 2026. La première phase produira 548 000 m³ par jour, soit environ 200 millions de m³ par an, dédiés à l'eau potable. L'extension, prévue à la mi-2028, portera la capacité à 822 000 m³ par jour et ajoutera environ 100 millions de m³ par an, dont 50 millions pour l'irrigation agricole. C'est ce volume qui doit alimenter le périmètre de Sidi Rahal : le ministère de l'Agriculture cherche déjà un partenaire privé pour concevoir, financer, construire et exploiter pendant trente ans le réseau d'irrigation de cette zone de 8 000 hectares.

D'autres chantiers suivent. Le ministre



AGRICULTURE





AGRICULTURE



de l'Agriculture a évoqué en novembre 2025 huit stations supplémentaires, avec des volumes d'irrigation annoncés de 160 millions de m³ par an dans l'Oriental, 250 millions dans le Souss-Massa, 70 millions à Boujdour, 40 millions à Tan-Tan et 35 millions à Guelmim, et des réseaux d'irrigation liés aux stations de l'Oriental, de Casablanca, du Souss-Massa et de Tan-Tan devant être lancés en 2026. Selon Nizar Baraka, treize projets côtiers sont par ailleurs programmés pour l'eau potable, l'irrigation et l'industrie, et la station d'El Jadida doit atteindre sa pleine capacité fin 2026.

A QUEL COÛT?

C'est sur le prix de l'eau que le modèle est le plus discuté. À la sortie de l'usine de Chtouka, le mètre cube dessalé revient à environ 11 dirhams, soit 1,05 euro. Il est vendu aux agriculteurs autour de 5 dirhams hors taxe, contre environ un dirham en moyenne pour l'eau d'irrigation conventionnelle. La différence est donc absorbée par la puissance publique, ce qui interroge la soutenabilité du modèle à mesure que les volumes augmentent. Pour les spécialistes, l'énergie représente plus de 45 % des coûts d'exploitation d'une station, ce qui rend la facture très dépendante du mode d'approvisionnement électrique. Cela explique le pari sur l'éolien et le solaire. Plus l'énergie est locale et renouvelable, plus le mètre cube dessalé devient accessible à des cultures à forte valeur ajoutée. Mais cette équation ne fonctionne pas pour toutes les productions, et les céréales ou les fourrages n'ont à ce stade aucune chance de supporter un tel coût.

Au niveau national, le pays compte 17 stations d'une capacité cumulée d'environ 345 millions de m³ par an, quatre autres chantiers devant ajouter environ 532 millions de m³, avec un programme visant 1,7 milliard de m³ à l'horizon 2030. L'écart entre cet objectif et la capacité actuelle, et les retards déjà enregistrés, laissent peu de marge au calendrier. Pour la filière agricole, la conséquence est double. D'une part, le dessalement sécurise les zones exportatrices de primeurs, là où la valeur par mètre cube est la plus élevée. D'autre part, il libère des ressources conventionnelles au profit des périmètres irrigués plus à l'intérieur, en réduisant la pression sur les barrages et sur les nappes. Une question de fond s'impose : qui supporte le surcoût, de l'agriculteur, de l'État ou, à terme, du marché ? La réponse déterminera quelles cultures et quelles exploitations, des grands groupes exportateurs aux petits producteurs, auront leur place dans ce nouveau paysage hydrique.

AGROALIMENTAIRE

SIEMA
Food Expo

SALON INTERNAT
AGROALIMENT

Participation
Spécial de

- Fabricants d'emballages
- Machines agroalimentaires
- Équipements de transformation
- Systèmes de conditionnement
- Technologies et services

SIEMA 2026

L'AGROALIMENTAIRE CHANGE D'ÉCHELLE

La 9e édition du Salon international de l'emballage, des machines et de l'agroalimentaire réunit équipementiers, industriels, PME et coopératives autour de la résilience hydrique, de l'usine de nouvelle génération et de l'accès aux marchés.

Heures de visite :
10h00-19h00

www.siemafoodexpo.com



Casablanca accueille du 22 au 24 septembre la neuvième édition du Salon international de l'emballage, des machines et de l'agroalimentaire (SIEMA), qui se tient à l'espace d'exposition de l'Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE), ancien OFEC.

L'édition 2026 s'inscrit sous le thème « Cap Agro 2030 : Souveraineté, résilience hydrique et compétitivité du Made in Morocco », et cherche à rapprocher les grandes mutations qui façonnent l'industrie agroalimentaire marocaine des solutions concrètes proposées aux entreprises du secteur. Le salon rassemble des fabricants de machines, des fournisseurs de technologies, des industriels agroalimentaires, des spécialistes de l'emballage, des acteurs de l'automatisation et de la chaîne du froid, ainsi que des professionnels de l'agriculture, de l'énergie, des services et de l'investissement, avec une forte dimension internationale. Certains exposants ont déjà annoncé leur venue, à l'image du fabricant français de solutions d'étiquetage Albagnac, qui y présentera des équipements axés sur l'automatisation, la précision et la performance des lignes de production.

UN RENDEZ-VOUS QUI PARLE AUX INDUSTRIELS

L'édition précédente sert de référence pour mesurer l'ambition affichée. En 2025, le salon avait réuni 17 600 visiteurs professionnels, 236 marques issues de 26 pays et près de 2 750 participants aux conférences et rencontres spécialisées. Meriem Houmaid, qui organise le SIEMA au sein d'Elan Expo Maroc, résume le but de cette année : faire du salon à la fois un lieu de business, d'innovation et de réflexion sur les transformations qui touchent l'agroalimentaire, en plaçant les enjeux réels des industriels au cœur des échanges. Cette insistance sur le concret n'est pas anodine dans un secteur où le choix d'une machine, d'une ligne de conditionnement ou d'une solution d'emballage ne se fait pas sur une simple fiche technique : l'entreprise doit comparer, interroger







le fournisseur, comprendre le fonctionnement de l'équipement et, souvent, le voir tourner en démonstration.

Le programme s'organise en trois séquences qui vont des fondamentaux de la filière vers ses débouchés. La journée du 22 septembre est consacrée à la souveraineté et à la résilience, avec un accent sur l'eau, la transformation locale, l'investissement et les capacités industrielles. Le 23 septembre est dédié à la performance et à la transformation, autour de l'usine de nouvelle génération, de l'intelligence artificielle, de l'énergie, de la décarbonation, des compétences et de l'innovation. Le 24 septembre, enfin, porte sur les marchés et le rayonnement, avec des échanges sur l'export,

la traçabilité, la certification, le développement des champions marocains et les nouvelles chaînes de valeur internationales. Conférences, tables rondes, retours d'expérience industriels et sessions d'innovation rythment l'ensemble, et le fil conducteur est clair : passer du diagnostic à l'équipement, puis de l'équipement au marché.

L'EAU, PRIORITÉ DE L'ÉDITION

Dans un contexte marqué par une pression croissante sur les ressources hydriques et un stress hydrique persistant, la question de l'eau occupe une place centrale. Les discussions porteront sur les moyens de bâtir des modèles industriels plus

résilients et plus économes en ressources, capables de conjuguer performance productive et maîtrise des consommations. Des cas d'usage doivent présenter des solutions concrètes portant sur la réduction de la consommation d'eau, l'optimisation des procédés, l'amélioration de la productivité et la limitation des pertes. Cette approche, qui traite l'eau comme un paramètre de production autant que comme une contrainte environnementale, se retrouve dans la « watertech », l'une des familles de solutions mises en avant lors des sessions d'innovation, aux côtés de l'agrotech, de la foodtech, de l'energytech, du packaging et de l'automatisation.

Le salon accorde une place importante aux technologies

AGROALIMENTAIRE

susceptibles d'accélérer la transformation de l'industrie. L'intelligence artificielle y est abordée à travers des applications directement liées aux besoins des industriels : gestion et exploitation des données, contrôle qualité, maintenance, optimisation de la production et maîtrise des ressources. La transition énergétique constitue l'autre axe majeur du programme, avec des échanges sur l'amélioration de l'efficacité énergétique, l'intégration de l'énergie solaire, la valorisation des déchets, la réduction de l'empreinte carbone et l'optimisation des procédés industriels. L'objectif affiché est d'examiner les leviers qui permettent d'améliorer la performance tout en réduisant les coûts, ce qui place ces technologies sur le terrain de la compétitivité plutôt que de la seule conformité environnementale.



UNE INDUSTRIE DE POIDS, SOUS PRESSION SUR SES MARCHÉS

L'enjeu se mesure au poids de l'industrie concernée. Selon le Baromètre de l'industrie nationale portant sur 2024, l'agroalimentaire a réalisé un chiffre d'affaires de 190,9 milliards de dirhams, pour une production de 181,6 milliards et une valeur ajoutée de 53,9 milliards. Avec plus de 209 000 emplois, il représente environ un emploi industriel sur cinq, et les

investissements du secteur ont atteint 10 milliards de dirhams cette année-là. À l'export, les produits agroalimentaires ont atteint 86,2 milliards de dirhams en 2025, contre près de 62 milliards en 2020, soit une hausse de 38 % en cinq ans. Ils représentent près de 18 % des exportations nationales et constituent la troisième source de devises du Royaume, selon un communiqué de Morocco Foodex. En volume, les exportations ont atteint 4,7 millions de tonnes, en hausse de 9 % par rapport à 2020 et de 49 % par rapport

à 2015. Cette dynamique globale masque toutefois des évolutions contrastées : la campagne d'exportation des agrumes 2025-2026, affectée par des événements climatiques extrêmes, a reculé de 12 % à 553 000 tonnes, alors même que la production nationale progressait de 25 % à 1,9 million de tonnes, et les exportations de produits maraîchers, en particulier de tomates, ont également baissé. Ces fragilités donnent tout son sens à la séquence du 24 septembre sur la traçabilité, la certification et les chaînes de

valeur : dans un secteur exposé aux aléas climatiques, la capacité à transformer, à conditionner et à certifier devient un facteur de stabilité autant que de valeur ajoutée.

Derrière les grands groupes se trouve un tissu très dense de petites structures : d'après le même baromètre, 41 % des entreprises agroalimentaires réalisent moins de 3 millions de dirhams de chiffre d'affaires. Pour elles, les questions de coût d'une machine, de capacité de production, de financement et de retour sur investissement sont décisives, et l'accès à l'information l'est tout autant. L'argument mis en avant à l'approche du salon est qu'une PME n'a pas besoin de remplacer toute sa ligne : elle peut commencer par une seule opération, comme le dosage, le remplissage, la fermeture, l'étiquetage ou l'emballage, avec à la clé des gains de productivité, moins d'erreurs et une meilleure maîtrise de la qualité. Un salon comme le SIEMA offre justement l'occasion de constater qu'il existe plusieurs niveaux d'investissement, et de rencontrer en un même lieu des fournisseurs qu'une entreprise n'aurait pas forcément identifiés autrement.

LES COOPÉRATIVES, UN POTENTIEL À TRANSFORMER

Le sujet concerne aussi l'économie sociale. Selon l'Office du développement de la coopération, le Maroc comptait plus de 69 000



coopératives inscrites au registre central à la mi-juin 2026, dont une large part dans le domaine agricole. Beaucoup disposent de matières premières, de savoir-faire et de produits à valoriser, mais le passage d'une production locale à une commercialisation à plus grande échelle exige des équipements adaptés : conditionnement, étiquetage, conservation, stockage et standardisation. L'objectif n'est pas forcément de bâtir une grande unité industrielle, mais de franchir une première étape vers une production plus régulière et plus professionnelle. La logique de valeur ajoutée vaut pour de nombreuses filières, de l'huile d'olive aux fruits et légumes, des produits de la mer aux céréales, du lait aux plantes aromatiques et médicinales : une matière première vendue brute génère une valeur bien moindre que la même matière transformée, emballée et commercialisée sous une marque.

Au-delà de l'exposition, la valeur d'un rendez-vous professionnel se

mesure aux contacts qu'il permet de nouer. Un industriel peut y identifier un fournisseur qu'il n'aurait pas repéré autrement, un fabricant étranger y chercher un distributeur au Maroc, une coopérative y découvrir une solution de conditionnement, un porteur de projet y rencontrer un partenaire technique. Ces échanges peuvent déboucher sur des commandes, des partenariats ou des investissements, et c'est cette dimension B2B qui donne au SIEMA sa portée économique. Reste à savoir si l'édition 2026 parviendra à rapprocher les technologies disponibles des besoins réels d'une filière qui pèse lourd mais doit encore améliorer sa productivité, sa qualité et sa capacité à créer de la valeur. Les indicateurs à observer sont simples : la fréquentation professionnelle par rapport aux 17 600 visiteurs de 2025, la place que les PME et les coopératives prendront dans les échanges, et la traduction des cas d'usage sur l'eau et l'énergie en projets d'investissement.



West Africa Industrialisation,
Manufacturing & Trade
Summit & Exhibition

Landmark Centre | Lagos | Nigeria



Accelerating West Africa's Sustainable Industrial Revolution for Economic Prosperity

15+

Ministers

70+

Global Speakers

500+

Delegates

250+

Exhibiting Companies

2,500+

Attendees



**Get in touch to learn
more about participating
and attending**

Exhibition &
Sponsorship Sales

Tiwalade Toki

+234 701 686 2503

Speaker, Programme
& Partnership Enquiries

Wemimo Oyelana

+234 809 357 2101

info@westafricamt.com

With Thanks to our 2026 Sponsors to Date

Diamond Sponsor



Platinum Sponsors



Gold Sponsors



Silver Sponsor



With Thanks to our 2026 Partners to Date



[YouTube](#) [Facebook](#) [Instagram](#) [LinkedIn](#) [Twitter](#) #WestAfricaMT | www.westafricamt.com

Brought to you by

dmg::events

NIGERIA



Nabatlé

LE 1^{ER} LAIT VÉGÉTAL
100% MAROCAIN



DOUCEUR VÉGÉTALE,
PLAISIR NATUREL

